

Résultats annuels 2015 : ensemble des objectifs atteints

Bonne performance opérationnelle dans un environnement de marché dégradé

Ambition 2018 confirmée

- **EBITDA** : 17,6 Mds€, +3,9 % de croissance organique hors rattrapage tarifaire 2012¹, conformément à l'objectif révisé à la hausse d'une croissance d'au moins 3 %
- **Résultat net courant** : 4,8 Mds€, stable par rapport à 2014
- **Résultat net part du Groupe** : 1,2 Md€ contre 3,7 Mds€ en 2014 en raison principalement des dépréciations d'actifs annoncées en décembre 2015
- **Bonne performance nucléaire**
 - France : 416,8 TWh, supérieur à l'objectif de 410-415 TWh
 - Royaume-Uni : 60,6 TWh, meilleure production nucléaire depuis 10 ans
- **Poursuite de la maîtrise des Opex** : -1,4 %² par rapport à 2014
- **Poursuite du développement du Groupe dans les énergies renouvelables**
 - +1 GW de capacités nettes installées par EDF Energies Nouvelles
 - Succès du deuxième *Green bond* : 1,25 Md\$ dédiés aux projets renouvelables
- **Ratio d'endettement financier net / EBITDA** : 2,1x en ligne avec l'objectif de 2-2,5x
- **Dividende proposé au titre de 2015** : 1,10€/action avec option de paiement en actions nouvelles, correspondant à 56% de taux de distribution³ après déduction du surcoût Cigéo

Perspectives financières 2016

- **EBITDA⁴**: 16,3 – 16,8 milliards d'euros
- **Ratio d'endettement financier net / EBITDA** : entre 2x et 2,5x
- **Taux de distribution du résultat net courant⁵** : 55% à 65%

Ambition d'un cash flow⁶ 2018 positif confirmée

¹ Impact de la régularisation des tarifs réglementés de vente pour la période du 23 juillet 2012 au 31 juillet 2013 suite à la décision du Conseil d'Etat du 11 avril 2014

² A périmètre et change constants

³ Taux appliqué au Résultat net courant ajusté de la rémunération des émissions hybrides comptabilisée en fonds propres

⁴ A périmètre et change comparables

⁵ Ajusté de la rémunération des émissions hybrides comptabilisée en fonds propres

⁶ Cash flow après dividendes, hors Linky et nouveaux développements nets des cessions d'actifs

Le Conseil d'administration d'EDF, réuni le 15 février 2016 sous la présidence de Jean-Bernard Lévy, a arrêté les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Jean-Bernard Lévy, Président-Directeur Général d'EDF a déclaré : « EDF a atteint l'ensemble de ses objectifs en 2015, l'année étant notamment marquée par une bonne performance opérationnelle qui traduit la forte mobilisation des équipes. Une majorité des clients ont choisi de faire confiance à EDF dans le cadre de la fin des tarifs réglementés de vente Jaune et Vert. La production nucléaire atteint son plus haut niveau depuis 2011 en France, et depuis 2005 au Royaume-Uni. Nous continuons aussi de nous développer significativement dans les énergies renouvelables, avec 1 GW supplémentaire de capacités nettes installées. Indispensable dans des conditions de marché défavorables, la transformation du groupe EDF est engagée et l'innovation s'accélère au service de la transition énergétique. »

Évolution des résultats annuels du groupe EDF

	2014	2015	Variation vs 2014 (%)	Croissance organique (%)
<i>En millions d'euros</i>				
Chiffre d'affaires	73 383	75 006	+2,2	-1,8
EBITDA	17 279	17 601	+1,9	-0,6
EBITDA hors rattrapage tarifaire 2012 ⁷	16 535	17 601	+6,4	+3,9
EBIT	7 984	4 280	-46,4	
Résultat net part du Groupe	3 701	1 187	-67,9	
Résultat par action ⁸	1,78	0,32		
Résultat net courant	4 852	4 822	-0,6	

Évolution de l'EBITDA du groupe EDF

	2014	2015	Croissance organique (%)	Croissance organique hors rattrapage tarifaire 2012 ³ (%)
<i>En millions d'euros</i>				
France	12 198	11 517	-6,0	+0,0
Royaume-Uni	1 941	2 242	+4,9	+4,9
Italie	886	1 345	+51,5	+51,5
Autre International	632	609	-3,5	-3,5
Autres activités	1 622	1 888	+6,2	+7,0
Total Groupe	17 279	17 601	-0,6	+3,9

⁷ Hors impact de la régularisation des tarifs réglementés de vente pour la période du 23 juillet 2012 au 31 juillet 2013 suite à la décision du Conseil d'Etat du 11 avril 2014

⁸ BPA=(RNPG - rémunérations hybride)/nombre moyen d'actions en circulation. En 2015, la rémunération hybride s'est élevée à 591 M€

Dans un contexte de marché défavorable, le Groupe atteint l'ensemble des objectifs qu'il s'était fixés pour 2015. Retraité de l'impact en 2014 du rattrapage tarifaire 2012 pour un montant de 744 millions d'euros, l'EBITDA d'EDF progresse de 3,9 % en organique reflétant ainsi la bonne performance opérationnelle du Groupe et ses efforts soutenus pour maîtriser les Opex.

En France, l'EBITDA est stable en organique hors rattrapage tarifaire 2012, malgré l'intensification de la concurrence dans un contexte de prix de marché sous pression, grâce à la maîtrise opérationnelle et à la stabilisation des Opex.

Au Royaume-Uni, l'EBITDA, en croissance organique de 4,9 % par rapport à 2014, bénéficie d'une excellente production nucléaire et de la baisse des Opex.

En Italie, l'EBITDA affiche une hausse organique de 51,5 % grâce au succès de l'arbitrage du contrat gaz libyen, qui a eu un impact positif de 855 millions d'euros sur l'EBITDA d'Edison, et à la forte réduction des coûts.

L'EBITDA du segment Autre International enregistre une baisse de 3,5 % en organique. Il a été soutenu par la Pologne et la Belgique qui enregistrent une hausse organique de leur EBITDA de 20,2 % et 50,6 % respectivement, mais a été pénalisé par l'Asie et le Brésil.

L'EBITDA du segment Autres activités augmente de 6,2 % en organique, principalement grâce à la bonne performance d'EDF Energies Nouvelles dont l'EBITDA progresse de 10 % en organique en lien avec les nombreuses mises en service de 2015 (+1 GW net installé sur l'ensemble de l'année).

Performance opérationnelle : bonne production nucléaire en France et au Royaume-Uni, qui enregistre son niveau le plus élevé depuis 10 ans

En France, la production nucléaire s'élève à 416,8 TWh en hausse de 0,9 TWh par rapport à 2014, dépassant ainsi le haut de la fourchette de 410-415 TWh que le Groupe s'était fixée. Cette performance confirme le succès du plan de maîtrise des durées d'arrêts engagé en 2013. Pour 2016, le Groupe prévoit un volume d'arrêts programmés plus important qu'en 2015 avec six visites décennales, le remplacement des générateurs de vapeur sur deux réacteurs ainsi que le déploiement progressif des diesels d'ultime secours dans le cadre des travaux post-Fukushima. Avec la perspective d'amélioration continue de la maîtrise des durées d'arrêts, EDF vise une production nucléaire comprise entre 410 et 415 TWh.

La production hydraulique⁹ s'élève à 32,1 TWh, en baisse de 5,4 TWh par rapport à 2014, en raison de conditions hydrologiques défavorables, le niveau d'hydraulicité ayant été inférieur aux normales sur tous les mois de l'année avec une dégradation observée au cours du second semestre.

La production des centrales thermiques est stable à 6,8 TWh (-0,1 TWh), l'augmentation de la production des centrales gaz liée à des prix de marché plus favorables ayant compensé la baisse de production des centrales charbon due notamment à l'arrêt des dernières unités 250 MW.

Au total, la production en France continentale s'élève à 455,7 TWh, en baisse de 4,6 TWh par rapport à 2014.

Au Royaume-Uni, la production nucléaire enregistre son plus haut niveau depuis 10 ans. A 60,6 TWh, la production est en hausse de 4,4 TWh par rapport à l'an passé malgré le fonctionnement à puissance réduite des centrales de Heysham 1 et Hartlepool. Cette croissance résulte de la très bonne performance de l'ensemble du parc nucléaire du fait d'un taux d'arrêt non planifié au plus bas niveau depuis 1996.

Pour 2016, EDF Energy prévoit d'atteindre un niveau de production nucléaire équivalent à 2015.

⁹ Production brute (avant déduction du pompage des STEP) de 38,9 TWh en 2015

Baisse des Opex de 1,4 % par rapport à 2014

En 2015, le Groupe a une nouvelle fois intensifié ses efforts de maîtrise des coûts. Après avoir limité la hausse des Opex à +1,1 % en 2013 et à +0,9 % en 2014, EDF enregistre une baisse organique de -1,4 % par rapport à 2014. Ces efforts concernent l'ensemble des segments, notamment le Royaume-Uni et l'Italie où la baisse organique atteint respectivement -6,9 % et -9,8 % par rapport à l'an passé mais aussi la France, où l'augmentation des Opex a été limitée à +0,4 % avec des réductions de dépenses dans les activités commerciales, thermiques et les fonctions support.

EDF confirme que les coûts opérationnels atteindront en 2018 un montant inférieur de 700 millions d'euros par rapport à la base de coûts 2015.

Résultat net courant stable par rapport à 2014

Le résultat net part du Groupe s'élève à 1 187 millions d'euros, en baisse de 67,9 % par rapport à 2014. Cette diminution est liée à la forte progression des éléments non récurrents qui s'élèvent à -3 635 millions d'euros en 2015 comparé à -1 151 millions d'euros l'an passé. Ils concernent principalement des pertes de valeur sur des actifs thermiques, notamment au Royaume-Uni, en Italie, en Pologne et en Belgique, et sur des activités d'exploration-production d'Edison. Ils incluent également l'impact de la décision de la Commission européenne du 22 juillet 2015 sur le traitement fiscal des provisions créées pour le renouvellement des ouvrages du Réseau d'Alimentation Générale (« RAG ») ainsi que la dotation aux provisions consécutive à l'arrêté ministériel du 15 janvier 2016 fixant le coût du projet de stockage de Cigéo à 25 milliards d'euros¹⁰.

Ces éléments négatifs ont été en partie compensés par la forte diminution de la charge d'impôt sur les sociétés qui s'élève à -483 millions d'euros en 2015 comparé à -1 839 millions d'euros un an auparavant, en raison notamment de la baisse du résultat avant impôts, de la disparition de la taxe Robin Hood en Italie et de la baisse du taux d'impôt au Royaume-Uni ainsi qu'en Italie.

Le résultat financier est en légère hausse de 1,5 % à -2 588 millions d'euros comparé à -2 551 millions d'euros en 2014, l'impact positif de la variabilisation de la dette, la baisse des charges de désactualisation et les plus-values sur cessions d'actifs dédiés étant plus que compensés par la hausse des intérêts financiers liée à la décision de la Commission européenne concernant le « RAG ».

Retraité des éléments non récurrents, le résultat net courant s'élève à 4 822 millions d'euros en 2015 comparé à 4 852 millions d'euros en 2014.

¹⁰ Aux conditions économiques 2011

Dividende proposé au titre de 2015 : 1,10 euro par action avec option de paiement en actions nouvelles

Le Conseil d'administration d'EDF du 15 février 2016 a décidé de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires du 12 mai 2016 le versement d'un dividende de 1,10 euro par action au titre de l'exercice 2015, correspondant à 56 % de taux de distribution du résultat net courant¹¹ après déduction du surcoût Cigéo.

En tenant compte de l'acompte sur dividende de 0,57 euro par action payé en décembre 2015, le solde du dividende à distribuer au titre de l'exercice 2015 s'élève à 0,53 euro par action pour les actions bénéficiant du dividende ordinaire.

Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, il sera proposé à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement en actions nouvelles d'EDF sur le solde du dividende restant à distribuer.

En cas d'exercice de l'option, les actions nouvelles seront émises à un prix égal à 90 % de la moyenne des premiers cours cotés de l'action EDF sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de l'Assemblée générale du 12 mai 2016, diminuée du montant du solde du dividende restant à distribuer au titre de l'exercice 2015, le tout arrondi au centime d'euro supérieur. Les actions ainsi émises porteront jouissance immédiate et feront l'objet d'une demande d'admission à la cotation sur Euronext Paris.

Investissements nets¹² : 12,7 milliards d'euros en 2015

Les investissements nets s'élèvent à 12 672 millions d'euros comparé à 11 887 millions d'euros¹³ en 2014, soit une hausse de 6,6 %. Cette croissance est portée par l'Europe, en particulier l'Italie, le Royaume-Uni et la Belgique. En France, les investissements nets sont en hausse de 3,5 % en raison de l'augmentation des investissements dans les activités de réseaux liée notamment à l'amélioration de la qualité de la desserte et, dans une moindre mesure, de la hausse des investissements dans les activités de maintenance nucléaire.

Les investissements nets correspondant aux nouveaux développements y compris le nouveau nucléaire, en hausse de 296 millions d'euros en 2015, ont été largement financés par les cessions d'actifs, qui ont progressé de 478 millions d'euros.

Les investissements nets du Groupe sont alloués à 49 % à la maintenance, à 25 % au développement du Groupe et à 26 % aux activités régulées.

¹¹ Ajusté de la rémunération des émissions hybrides comptabilisée en fonds propres

¹² Investissements nets y compris Linky et nouveaux développements nets des cessions d'actifs

¹³ Données 2014 retraitées des opérations stratégiques, transférées dans les investissements nets

Poursuite d'une politique active de financement

	31/12/2014	31/12/2015
Endettement financier net (<i>en milliards d'euros</i>)	34,2	37,4
Endettement financier net / EBITDA	2,0x	2,1x

L'endettement financier net s'élève à 37,4 milliards d'euros au 31 décembre 2015, en hausse de 3,2 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2014. Le ratio d'endettement financier net / EBITDA s'établit à 2,1x restant ainsi dans le bas de la fourchette de 2x à 2,5x fixée par le Groupe.

Le cash flow opérationnel de 13 502 millions d'euros est en forte hausse de 15,5 %, notamment grâce à la progression de l'EBITDA et au recul de l'impôt payé sur les résultats. Il permet de couvrir ainsi les investissements nets d'un montant de 12 672 millions d'euros.

Par ailleurs, la variation du besoin en fonds de roulement s'établit à +132 millions d'euros en 2015 comparé à -1 041 millions d'euros en 2014, année qui avait été marquée notamment par la hausse des créances clients liée pour 979 millions d'euros au rattrapage des tarifs réglementés de vente 2012 qui n'ont été encaissées qu'à partir de 2015 et par une augmentation de la créance d'exploitation CSPE pour -699 millions d'euros (contre -230 millions d'euros en 2015).

Le cash flow Groupe est en amélioration à -2 064 millions d'euros comparé à -4 007 millions d'euros en 2014.

Le cash flow Groupe¹⁴ hors nouveaux développements nets des cessions d'actifs (Cash flow Guidance) s'élève à -1 834 millions d'euros comparé à -3 595 millions d'euros en 2014.

Par ailleurs, EDF a poursuivi sa politique active de financement avec l'émission en septembre 2015 d'une obligation senior « Formosa » sur le marché taïwanais pour un montant de 1,5 milliard de dollars US d'une maturité de 30 ans, et celle, en octobre 2015, de 4,75 milliards de dollars US en 5 tranches avec des maturités allant de 5 à 40 ans.

Cette dernière émission inclut la plus importante obligation verte (*Green Bond*) libellée en dollars émise par une entreprise industrielle. D'un montant de 1,25 milliard de dollars US, ce *Green Bond* permettra à EDF de poursuivre ses investissements de développement dans les énergies renouvelables.

Au 31 décembre 2015, la maturité moyenne de la dette du Groupe s'établit à 13 ans pour un coupon moyen de 2,9 % comparé à 3,3 % au 31 décembre 2014.

¹⁴ Hors Linky

Partenariat entre EDF et Areva

Le 3 juin 2015, l'Etat a confié à EDF le rôle de pilote stratégique de la filière nucléaire française en annonçant que le Groupe aurait vocation à devenir actionnaire majoritaire de la filiale commune Areva NP, société en charge des services et des fabrications d'équipements et de combustibles pour les réacteurs nucléaires. EDF et Areva ont signé le 30 juillet un protocole d'accord formalisant l'état d'avancement des discussions relatives à leur projet de partenariat.

Lors de sa réunion du 27 janvier 2016, le Conseil d'administration d'EDF a pris connaissance, à l'issue des due diligences réalisées au cours du second semestre 2015, de la finalisation des discussions menées avec Areva pour l'acquisition par EDF du contrôle des activités d'AREVA NP.

Le Conseil a marqué son accord sur la valorisation définitive des activités destinées à être acquises par EDF, qui ressort à 2,5 milliards d'euros pour 100 % du capital¹⁵ d'AREVA NP, ce montant étant susceptible d'une part d'être ajusté à la hausse comme à la baisse en fonction des comptes établis à la date de réalisation de l'opération, et d'autre part, de faire l'objet, en fonction de l'atteinte de certains objectifs de performance mesurés postérieurement à la date de réalisation, d'un éventuel complément de prix d'un montant pouvant atteindre au maximum 350 millions d'euros. Ce montant de 2,5 milliards d'euros correspond à un multiple de 8 fois l'EBITDA normalisé.

Avec une prise de participation d'EDF envisagée de 51 % à 75 %, une offre engageante pourra être formulée par EDF sur ces bases, après consultation du Comité Central d'Entreprise et autorisation du Conseil d'administration, une fois que le dispositif d'immunisation totale d'EDF contre les coûts et les risques du projet OL3 et l'ensemble de la documentation contractuelle définitive auront été finalisés.

L'impact sur le cash flow 2018 sera marginalement positif.

Perspectives

Face à des conditions de marché difficiles, le Groupe EDF s'adapte et répond à la baisse des prix de l'électricité et à la concurrence accrue par la mise en œuvre d'actions managériales fortes. Ces actions portent sur l'amélioration continue de la production nucléaire, les coûts opérationnels du Groupe, la sélectivité des investissements, le plan d'amélioration du besoin en fonds de roulement, le financement des nouveaux projets de développement par des cessions et l'étude d'une nouvelle régulation en France.

Dans ce contexte, le Groupe annonce les objectifs financiers suivants pour 2016 :

- **EBITDA¹⁶**: 16,3 – 16,8 milliards d'euros
- **Ratio d'endettement financier net / EBITDA** : entre 2x et 2,5x
- **Taux de distribution du résultat net courant¹⁷** : 55% à 65%

EDF suit par ailleurs la feuille de route qui lui permet de confirmer l'ambition d'atteindre un cash flow positif après dividendes¹⁸ en 2018.

Les investissements nets vont diminuer progressivement pour atteindre, conformément à ce qui a été annoncé en décembre 2015, un montant maximum de 10,5 milliards d'euros en 2018 hors nouveaux développements.

Les investissements correspondant à de nouveaux développements seront financés par réallocation de capital issu de cessions d'actifs.

Le plan d'actions s'appuie par ailleurs sur la poursuite de l'amélioration du besoin en fonds de roulement, avec un objectif de réduction de 1,8 milliard d'euros d'ici 2018.

¹⁵ Sans reprise de dette financière

¹⁶ A périmètre et change comparables

¹⁷ Ajusté de la rémunération des émissions hybrides comptabilisée en fonds propres

¹⁸ Hors Linky et nouveaux développements nets des cessions d'actifs

Principaux résultats du Groupe par segment
France : stabilité de l'EBITDA¹⁹ malgré la baisse des prix de marché et l'intensification de la concurrence

	2014	2015	Croissance organique (%)	Croissance organique hors rattrapage tarifaire 2012 (%)
Chiffre d'affaires	39 910	39 619	-0,3	+2,0
EBITDA	12 198	11 517	-6,0	0,0
<i>Dont EBITDA production et commercialisation (non régulé)</i>	7 929	6 936	-13,2	-4,4
<i>Dont EBITDA régulé</i>	4 269	4 581	+7,3	+7,3

En France, le chiffre d'affaires s'élève à 39 619 millions d'euros, en baisse organique de 0,3 % par rapport à 2014. L'EBITDA est en baisse organique de 6 % par rapport à 2014. Retraité de l'impact du rattrapage tarifaire 2012 pour 731 millions d'euros, l'EBITDA est stable en organique malgré un environnement de marché particulièrement difficile notamment grâce aux efforts soutenus de maîtrise des coûts. Le Groupe a ainsi limité la hausse des Opex en France à +0,4 % en organique par rapport à l'an passé.

Dans les activités de production et commercialisation (non régulé), l'EBITDA est en recul organique de 4,4 % hors rattrapage tarifaire 2012. Les prix de marché sont restés bas toute l'année avec pour conséquence une très faible souscription des volumes commercialisés dans le cadre de l'ARENH, générant ainsi des volumes supplémentaires revendus sur les marchés à des conditions de prix moins favorables. Dans un contexte de fin des tarifs Jaune et Vert, l'EBITDA a été pénalisé par des pertes de clients. Le Groupe a toutefois su démontrer une bonne résistance sur ses parts de marché malgré un environnement concurrentiel accru. La baisse de la production hydraulique liée aux mauvaises conditions d'hydraulicité sur l'ensemble de l'année a également eu un impact défavorable sur l'EBITDA du segment.

Ces effets ont été en partie compensés par la bonne performance de la production nucléaire, en hausse de 0,9 TWh par rapport à 2014, les conditions climatiques plus favorables qu'en 2014 et l'augmentation de la part énergie des tarifs réglementés. Les Opex sont stables du fait des efforts engagés par le Groupe sur les coûts qui se sont traduits notamment par une baisse des dépenses dans les activités thermiques et commerciales.

Dans les activités régulées²⁰, l'EBITDA progresse de 7,3 % en organique grâce à la forte croissance des activités de réseaux de distribution, qui ont bénéficié d'un effet climat favorable, et d'un moindre coût des achats de pertes en lien avec la baisse des prix de marché. Ces éléments positifs ont permis de compenser l'impact défavorable lié à la baisse de -1,3 % du TURPE distribution au 1^{er} août 2014.

L'EBITDA des activités régulées a également été soutenu par la bonne performance des activités insulaires qui ont bénéficié de la mise en service de nouvelles centrales.

¹⁹ A périmètre et change constants, hors impact de la régularisation des tarifs réglementés de vente pour la période du 23 juillet 2012 au 31 juillet 2013

²⁰ ERDF et activités insulaires

**Royaume-Uni : excellente performance nucléaire
et baisse des Opex**

<i>En millions d'euros</i>	2014	2015	Croissance organique (%)
Chiffre d'affaires	10 669⁽¹⁾	11 618	-1,7
EBITDA	1 941	2 242	+4,9

(1) Les transactions d'EDF Energy sur les marchés de gros d'électricité hors activités de trading dont la position nette était vendeuse au 31 décembre 2014, ont été reclassées des achats d'énergies en chiffre d'affaires pour un montant de 509 millions d'euros

Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires s'élève à 11 618 millions d'euros, en baisse organique de 1,7% par rapport à 2014. L'EBITDA s'élève à 2 242 millions d'euros et intègre un effet change favorable de 205 millions d'euros. Il est en progression organique de 4,9 %.

Cette croissance résulte d'une excellente production nucléaire en 2015, qui enregistre son plus haut niveau depuis 10 ans à 60,6 TWh (+4,4 TWh) malgré le fonctionnement à puissance réduite de Heysham 1 et Hartlepool et grâce à la très bonne performance de l'ensemble du parc. Cela a permis de compenser la baisse des prix réalisés sur le nucléaire.

L'activité B2C a été pénalisée par un effet climat sur les volumes de gaz commercialisés en raison de la douceur des températures au quatrième trimestre et par la baisse moyenne des comptes clients, en recul de 286 000 par rapport à 2014.

Par ailleurs, l'EBITDA a été soutenu par la baisse organique de 6,9 % des Opex grâce aux efforts engagés par EDF Energy pour baisser ses coûts.

**Italie : une performance portée par l'impact favorable
de l'arbitrage du contrat gaz libyen et la forte réduction des Opex**

<i>En millions d'euros</i>	2014	2015	Croissance organique (%)
Chiffre d'affaires	12 687	11 677	-8,1
EBITDA	886	1 345	+51,5

En Italie, le chiffre d'affaires s'élève à 11 677 millions d'euros, en baisse organique de 8,1 % par rapport à 2014. L'EBITDA ressort en hausse organique de 51,5 % grâce au succès de l'arbitrage du contrat gaz avec ENI chez Edison et à la forte réduction des Opex, en baisse organique de 9,8 % par rapport à 2014.

L'EBITDA d'Edison s'élève à 1 260 millions d'euros, en hausse organique de 56,7 % par rapport à l'an passé.

Dans les activités Electricité, l'EBITDA est pénalisé par la baisse de la production hydraulique après une année 2014 qui avait été marquée par des conditions d'hydraulicité exceptionnelles, par la poursuite de la baisse des prix moyens de vente d'électricité ainsi que par le recul des marges des centrales thermiques.

L'EBITDA des activités Hydrocarbures ressort en forte hausse organique grâce à l'issue favorable de l'arbitrage du contrat gaz libyen, qui représente un impact positif de 855 millions d'euros sur l'EBITDA. Cela a permis de compenser la contre-performance des activités d'E&P, fortement impactées par la chute des cours du Brent.

Autre International : bonne performance en Europe

<i>En millions d'euros</i>	2014	2015	Croissance organique (%)
Chiffre d'affaires	5 603	5 634	-0,3
EBITDA	632	609	-3,5

Le chiffre d'affaires du segment **Autre International** s'élève à 5 634 millions d'euros, en baisse organique de 0,3 % par rapport à l'an passé. L'EBITDA est en baisse organique de 3,5 %.

En Belgique, l'EBITDA est en hausse organique de 50,6 % grâce à la progression de la production éolienne (+37 % de capacités installées à 254 MW) et à l'évolution positive des services auxiliaires. Ces éléments positifs ont permis de compenser la baisse de la production nucléaire due à l'arrêt des centrales de Doel 3 et Tihange 2, qui n'ont eu l'autorisation de redémarrer qu'en novembre 2015.

En Pologne²¹, l'EBITDA s'élève à 220 millions d'euros en hausse organique de 20,2 % par rapport à 2014 grâce à la bonne performance d'EDF Polska. L'augmentation des prix d'électricité réalisés et des tarifs de chaleur ont permis de compenser en partie la baisse de la production liée aux travaux de modernisation sur certaines centrales. Par ailleurs, l'EBITDA a été soutenu par l'effet année pleine du renouvellement des mécanismes de soutien à la cogénération intervenu en mai 2014.

La baisse de l'EBITDA du segment s'explique ainsi par l'Asie, qui a été impactée par la fin de la concession Figlec début septembre 2015. Au Brésil, l'impact du programme de maintenance plus important qu'en 2014 et la forte baisse des prix de marché n'ont pu être que partiellement compensés par les efforts soutenus de maîtrise des coûts.

²¹ Les activités en Pologne d'EDF EN et de Dalkia sont intégrées dans le segment « Autres activités »

Autres activités : bonne performance opérationnelle

<i>En millions d'euros</i>	2014	2015	Croissance organique (%)
Chiffre d'affaires	4 514	6 458	+0,4
EBITDA	1 622	1 888	+6,2

Le chiffre d'affaires du segment **Autres activités** s'élève à 6 458 millions d'euros, en hausse organique de 0,4 % par rapport à 2014. L'EBITDA progresse de 6,2 % en organique.

EDF Energies Nouvelles contribue à hauteur de 818 millions d'euros à l'EBITDA du Groupe, en hausse organique de 10 % par rapport à 2014 grâce à la progression de l'activité production qui a bénéficié de la forte augmentation des capacités installées en 2015 (+1 GW net par rapport à 2014) notamment aux Etats-Unis et au Canada ainsi que de bonnes conditions de vent. L'EBITDA a également été soutenu par la bonne performance de l'activité Développement-Vente des actifs structurés.

L'EBITDA de Dalkia s'élève à 217 millions d'euros, en croissance organique grâce à l'impact positif des plans d'efficacité opérationnelle engagés par le Groupe. En 2015, Dalkia a également poursuivi son développement commercial avec notamment le contrat majeur remporté auprès d'Air France pour la maintenance de plus de 100 de ses sites en France et la création d'un service public de chauffage avec la métropole de Toulouse.

La contribution d'EDF Trading à l'EBITDA du Groupe s'élève à 495 millions d'euros, en baisse organique de 22 % par rapport à 2014 en raison d'une moindre performance de l'activité aux Etats-Unis qui avait bénéficié de conditions climatiques exceptionnelles en 2014 et de conditions de marchés particulièrement difficiles en Europe.

Des cessions immobilières réalisées en 2015 contribuent également à la hausse organique de l'EBITDA du Groupe.

Principaux faits marquants postérieurs à la communication du troisième trimestre 2015

EDF accélère son développement dans les énergies bas carbone en Inde

Le 26 janvier 2016, EDF a annoncé avoir franchi d'importantes étapes dans sa stratégie de développement des énergies bas carbone en Inde. Trois domaines sont particulièrement concernés : l'énergie nucléaire, les énergies renouvelables et les villes durables.

Dans le domaine de l'énergie nucléaire, EDF et l'électricien national indien Nuclear Power Corp of India Ltd (NPCIL) ont paraphé un protocole de coopération relatif au projet de construction de 6 réacteurs EPR à Jaitapur, dans l'Ouest de l'Inde. Dans le domaine des énergies renouvelables, EDF, déjà présent dans le solaire photovoltaïque, renforce ses positions dans le pays en signant un accord structurant dans l'éolien terrestre avec le groupe SITAC. Ce partenariat prévoit une prise de participation par EDF EN de 50 % dans la société SITAC Wind Management and Development Private Limited. L'objectif de cette société commune est la construction d'ici la fin de l'année 2016 de quatre parcs éoliens d'une capacité totale de 142 MW situés dans l'Etat du Gujarat, l'un des plus ventés d'Inde. Enfin, dans le domaine de la ville durable, EDF a signé avec la société publique Engineering Projects India (EPI) un accord de collaboration visant à accompagner le développement des villes indiennes participant au programme national indien "100 Smart Cities in India".

Arrêté concernant le coût du projet de stockage Cigéo et impacts sur les comptes consolidés du Groupe

Le 15 janvier 2016, la Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie a fixé par arrêté ministériel le coût afférent à la mise en œuvre des solutions de gestion à long terme des déchets radioactifs de haute et de moyenne activité à vie longue concernant le projet de stockage Cigéo. Le coût fixé par cet arrêté est de 25 milliards d'euros²² et se substitue à l'estimation du coût de référence de 20,8 milliards d'euros sur lequel s'appuyait le groupe EDF dans ses comptes consolidés à fin décembre 2014 et à fin juin 2015.

La prise en compte de ce coût a pour conséquence une augmentation de 820 millions d'euros des provisions pour gestion à long terme des déchets radioactifs au titre des dépenses futures relatives au projet de stockage Cigéo au 31 décembre 2015. Cette augmentation des provisions a eu un impact négatif sur le résultat net part du Groupe 2015 de 509 millions d'euros net d'impôts.

Synthèse du rapport d'audit sur les coûts du démantèlement du parc nucléaire d'EDF

Le 15 janvier 2016, la Direction Générale de l'Énergie et du Climat (DGEC) a rendu publique la synthèse du rapport d'audit qu'elle avait commandité sur les coûts du démantèlement du parc nucléaire d'EDF en exploitation. L'audit conduit par des cabinets spécialisés s'est étendu sur environ un an entre 2014 et 2015. La DGEC indique que, bien que l'estimation du coût de démantèlement de réacteurs nucléaires reste un exercice délicat, compte tenu du retour d'expérience relativement limité, des perspectives d'évolution techniques et de l'éloignement des dépenses dans le temps, l'audit conforte globalement l'estimation faite par EDF du coût du démantèlement de son parc nucléaire en exploitation.

²² Aux conditions économiques 2011

Mises en service et acquisitions d'EDF Energies Nouvelles

Entre le 12 novembre 2015 et le 6 janvier 2016, EDF Energies Nouvelles a annoncé la mise en service de nombreux projets. Aux **Etats-Unis**, EDF Energies Nouvelles a mis en service la centrale éolienne de Roosevelt de 250 MW, au Nouveau Mexique, et le parc éolien de Slate Creek de 150 MW, au Kansas. Le parc éolien de Pilot Hill dans l'Illinois, d'une capacité installée de 175 MW, a également été mis en service.

Au **Canada**, EDF Energies Nouvelles a mis en service le parc éolien de Mont-Rothery. Ce parc de 74 MW est le septième et dernier du programme d'un gigawatt éolien attribué à EDF EN Canada par Hydro-Québec Distribution. La deuxième tranche du parc éolien de Rivière-du-Moulin (200 MW) a également été mise en service. Avec une puissance installée totale de 350 MW, la centrale éolienne de Rivière-du-Moulin devient la plus puissante d'EDF Energies Nouvelles dans le monde.

En **Pologne**, le parc éolien de Rzepin d'une capacité de 58 MW a été mis en service. Après Linowo (48 MW), Rzepin est la deuxième installation éolienne mise en service par EDF Energies Nouvelles en Pologne depuis son entrée dans le pays en 2012.

En **Afrique du Sud**, EDF Energies Nouvelles a mis en service le parc éolien de Waainek de 24,6 MW de capacité installée, via sa filiale sud-africaine InnoWind. Conformément au cahier des charges de l'appel d'offres, une part du chiffre d'affaires généré par la vente d'électricité est destinée à stimuler l'entrepreneuriat et l'économie locaux.

En **France**, EDF Energies Nouvelles a acquis deux parcs éoliens d'une capacité totale de 44 MW, situés dans la Meuse (Trois-Sources) et dans le Doubs (Lomont), en service depuis respectivement 2007 et 2008. Avec cette acquisition, le Groupe a franchi le cap d'1 gigawatt de puissance installée en éolien terrestre en France.

En **Ecosse**, EDF Energies Nouvelles a annoncé l'acquisition du projet éolien de Dorenell. Ce projet de grande envergure, d'une capacité minimale de 177 MW, sera à terme le plus grand parc terrestre réalisé par le Groupe au Royaume-Uni. Le futur parc éolien pourrait toutefois atteindre une puissance installée de plus de 200 MW, sous réserve d'obtenir deux autorisations d'extensions.

Mise en service industrielle de la première tranche de la centrale thermique de Fuzhou en Chine

Le 29 décembre 2015, la première tranche de la centrale thermique de Fuzhou a été mise en service avec 6 mois d'avance sur le planning initial. L'unité de production chinoise de 1 000 MW détient ainsi le record du monde de la période de construction la plus courte pour un projet de centrale thermique à haut rendement (« supercritique ») avec 22 mois et 6 jours. La centrale garantira à la fois un rendement élevé (43 % contre 35 % pour une centrale à charbon conventionnelle) et générera un impact limité sur l'environnement avec une réduction significative des émissions de gaz carbonique, d'oxyde d'azote et d'oxyde de soufre par rapport à une centrale charbon classique sans traitement de fumée. Ce succès est le résultat de la collaboration de qualité entre EDF et son partenaire, l'électricien China Datang Corporation. La mise en service de la seconde unité (1 000 MW) est prévue pour la fin mars 2016.

EDF finalise la cession de ses participations dans BE Zrt et ESTAG

Le 10 décembre 2015, EDF International (EDF I) et EP Energy a.s., au travers de sa filiale EP Hungary, ont finalisé la cession de la participation majoritaire de EDF dans l'entreprise hongroise Budapesti Erőmű Zrt. EP Energy a acquis plus de 95 % des actions d'une société qui détient trois centrales de cogénération à gaz (production combinée de chaleur et d'électricité) : Kelenföld (avec une capacité installée de 188 MWe électrique et 395 MWth), Újpest (105 MWe et 421 MWth) et Kispest (113 MWe et 366 MWth). Ces centrales de cogénération couvrent presque 60 % des besoins en chaleur de Budapest et produisent environ 3 % de l'électricité hongroise.

Le 21 décembre 2015, EDF et Macquarie European Infrastructure Fund IV (MEIF4) ont finalisé la cession de la participation minoritaire de 25 % d'EDF dans Energie Steiermark AG à MEIF4. EDF avait annoncé le 10 juillet 2015 la signature d'un accord avec MEIF4. La finalisation de ces deux cessions, qui ont été annoncées mi-2015, fait suite à la levée de l'ensemble des conditions suspensives.

EDF Energies Nouvelles vend à Google la production d'électricité d'un futur parc éolien aux Etats-Unis

Le 3 décembre 2015, EDF Energies Nouvelles a annoncé la signature d'un contrat de fourniture d'électricité (PPA) de long terme entre Google et sa filiale nord-américaine EDF Renewable Energy. L'électricité produite proviendra de la future centrale éolienne de Great Western (201 MW), installée dans l'Etat de l'Oklahoma. Elle devrait alimenter en électricité le centre de données de Google d'ici décembre 2016.

Edison : succès de l'arbitrage du contrat gaz libyen

Le 27 novembre 2015, le Tribunal arbitral constitué auprès de la Chambre de commerce Internationale a notifié à Edison et ENI sa décision sur la révision du prix du contrat de gaz à long terme de Libye. Cette décision s'est traduite par un impact positif de 855 millions d'euros sur l'excédent brut d'exploitation de l'exercice 2015 du Groupe.

EDF Energies Nouvelles remporte 117 MW de projets éoliens au Brésil

Dans le cadre d'une enchère du gouvernement brésilien, EDF Energies Nouvelles, via sa filiale locale, EDF EN do Brasil, a annoncé, le 26 novembre 2015, avoir remporté un contrat de fourniture d'électricité de long terme (PPA) sur 20 ans avec la Chambre de Commercialisation de l'Energie Electrique. La construction de ce projet de 117 MW démarrera en 2017, en vue de fournir de l'électricité d'ici fin 2018.

Résultat de l'option pour le paiement de l'acompte sur dividende en actions au titre de 2015

Le 4 novembre 2015, le Conseil d'administration d'EDF a décidé la distribution d'un acompte sur dividendes de 0,57 euro par action au titre de l'exercice 2015, mis en paiement en actions nouvelles ou en numéraire le 18 décembre 2015 pour un montant de 1 058 682 286 euros. L'État a opté pour le versement de l'acompte en actions. Le paiement en action d'une partie de cet acompte s'est traduit par une augmentation de capital social de 30 065 280 euros correspondant à l'émission de 60 130 559 actions, accompagnée d'une prime d'émission de 876 102 245 euros et d'une soulte de 462 740 euros. Le montant du dividende en numéraire versé aux actionnaires n'ayant pas retenu l'option du paiement de l'acompte sur dividendes en actions au titre de l'exercice 2015 s'élève à 152 052 022 euros.

ANNEXES

Comptes de résultat consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	2015	2014 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	75 006	73 383
Achats de combustible et d'énergie	(38 775)	(37 213)
Autres consommations externes	(9 526)	(9 181)
Charges de personnel	(12 529)	(11 785)
Impôts et taxes	(3 641)	(3 593)
Autres produits et charges opérationnels	7 066	5 668
Excédent brut d'exploitation	17 601	17 279
Variations nettes de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de <i>trading</i>	175	203
Dotations aux amortissements	(9 009)	(7 940)
Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession	(102)	(157)
(Pertes de valeur)/reprises	(3 500)	(1 189)
Autres produits et charges d'exploitation	(885)	(212)
Résultat d'exploitation	4 280	7 984
Coût de l'endettement financier brut	(1 994)	(2 243)
Effet de l'actualisation	(2 812)	(2 996)
Autres produits et charges financiers	2 218	2 688
Résultat financier	(2 588)	(2 551)
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	1 692	5 433
Impôts sur les résultats	(483)	(1 839)
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	192	179
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	1 401	3 773
Dont résultat net - part du Groupe	1 187	3 701
Dont résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	214	72
Résultat net part du Groupe par action en euros :		
Résultat par action	0,32	1,78
Résultat dilué par action	0,32	1,78

(1) Les transactions d'EDF Energy sur les marchés de gros d'électricité hors activités de trading dont la position nette était vendeuse au 31 décembre 2014, ont été reclassées des achats d'énergies en chiffre d'affaires pour un montant de 509 millions d'euros

Bilans consolidés

ACTIF

ACTIF <i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2015	31/12/2014 ⁽¹⁾
Goodwill	10 236	9 694
Autres actifs incorporels	8 889	8 884
Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France	51 600	50 257
Immobilisations en concessions des autres activités	7 645	7 851
Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre	71 069	69 392
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	11 525	10 983
Actifs financiers non courants	35 238	33 485
Autres débiteurs non courants	1 830	2 024
Impôts différés actifs	2 713	2 590
Actif non courant	200 745	195 160
Stocks	14 714	14 747
Clients et comptes rattachés	22 259	23 176
Actifs financiers courants	27 019	20 752
Actifs d'impôts courants	1 215	600
Autres débiteurs courants	8 807	8 793
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 182	4 701
Actif courant	78 196	72 769
Actifs détenus en vue de leur vente	-	18
TOTAL DE L'ACTIF	278 941	267 947

(1) Les données publiées au titre de l'exercice 2014 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21

Bilans consolidés

PASSIF

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF <i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2015	31/12/2014 ⁽¹⁾
Capital	960	930
Réserves et résultats consolidés	33 789	34 316
Capitaux propres - part du Groupe	34 749	35 246
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	5 491	5 419
Total des capitaux propres	40 240	40 665
Provisions liées à la production nucléaire - Aval du cycle, déconstruction des centrales et derniers cœurs	44 825	42 398
Provisions pour déconstruction hors installations nucléaires	1 447	1 297
Provisions pour avantages du personnel	21 511	23 060
Autres provisions	2 190	1 841
Provisions non courantes	69 973	68 596
Passifs spécifiques des concessions de distribution publique d'électricité en France	45 082	44 346
Passifs financiers non courants	54 159	47 274
Autres créiteurs non courants	5 126	4 956
Impôts différés passifs	4 122	4 315
Passif non courant	178 462	169 487
Provisions courantes	5 354	5 254
Fournisseurs et comptes rattachés	13 284	14 864
Passifs financiers courants	17 473	14 184
Dettes d'impôts courants	506	441
Autres créiteurs courants	23 622	23 052
Passif courant	60 239	57 795
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente	-	-
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF	278 941	267 947

(1) Les données publiées au titre de l'exercice 2014 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21

Tableaux de flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	2015	2014
Opérations d'exploitation :		
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	1 692	5 433
Pertes de valeur / (reprises)	3 500	1 189
Amortissements, provisions et variations de juste valeur	11 392	8 981
Produits et charges financiers	951	1 068
Dividendes reçus des entreprises associées et des coentreprises	322	672
Plus ou moins-values de cession	(1 593)	(1 311)
Variation du besoin en fonds de roulement	132	(1 041)
Flux de trésorerie nets générés par l'exploitation	16 396	14 991
Frais financiers nets décaissés	(1 252)	(1 752)
Impôts sur le résultat payés	(1 508)	(2 614)
Décision de la Commission européenne du 22 juillet 2015 ⁽¹⁾	(906)	-
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'exploitation	12 730	10 625
Opérations d'investissement :		
Investissements/cessions de titres de participation sous déduction de la trésorerie (acquise/cédée)	586	1 308
Investissements incorporels et corporels	(14 789)	(13 721)
Produits de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	964	314
Variations d'actifs financiers	(5 600)	(294)
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement	(18 839)	(12 393)
Opérations de financement :		
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	64	355
Dividendes versés par EDF	(1 420)	(2 327)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(326)	(229)
Achats/ventes d'actions propres	(14)	2
Flux de trésorerie avec les actionnaires	(1 696)	(2 199)
Emissions d'emprunts	9 422	6 894
Remboursements d'emprunts	(2 336)	(7 470)
Emission de titres subordonnés à durée indéterminée	-	3 970
Rémunérations versées aux porteurs de titres subordonnés à durée indéterminée	(591)	(388)
Participations reçues sur le financement d'immobilisations en concession	152	177
Subventions d'investissement reçues	623	239
Autres flux de trésorerie liés aux opérations de financement	7 270	3 422
Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement	5 574	1 223
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(535)	(545)
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE	4 701	5 096
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(535)	(545)
Incidence des variations de change	(36)	113
Produits financiers sur disponibilités et équivalents de trésorerie	13	17
Incidence des reclassements	39	20
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE	4 182	4 701

(1) Le 22 juillet 2015, la Commission européenne a rendu une nouvelle décision qualifiant d'aide d'État incompatible avec les règles de l'Union européenne le traitement fiscal des provisions créées entre 1987 et 1996 pour le renouvellement des ouvrages du Réseau d'Alimentation Générale (RAG)

(2) Apports par augmentations ou réductions de capital et acquisitions d'intérêts complémentaires dans des sociétés contrôlées



Acteur majeur de la transition énergétique, le Groupe EDF est un énergéticien intégré, présent sur l'ensemble des métiers : la production, le transport, la distribution, le négoce, la vente d'énergies et les services énergétiques. Leader des énergies bas carbone dans le monde, le Groupe a développé un mix de production diversifié basé sur l'énergie nucléaire, l'hydraulique, les énergies nouvelles renouvelables et le thermique. Le Groupe participe à la fourniture d'énergies et de services à environ 37,6 millions de clients, dont 27,8 millions en France. Il a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires consolidé de 75 milliards d'euros dont 47,2% hors de France. EDF est une entreprise cotée à la Bourse de Paris.

Avertissement

Ce communiqué ne constitue pas une offre de vente de valeurs mobilières aux Etats-Unis ou dans tout autre pays. Aucune assurance ne peut être donnée quant à la pertinence, l'exhaustivité ou l'exactitude des informations ou opinions contenues dans ce communiqué, et la responsabilité des dirigeants d'EDF ne saurait être engagée pour tout préjudice résultant de l'utilisation qui pourrait être faite de ce communiqué ou de son contenu. Le présent document peut contenir des objectifs ou des prévisions concernant la stratégie, la situation financière ou les résultats du groupe EDF. EDF estime que ces prévisions ou objectifs reposent sur des hypothèses raisonnables mais qui peuvent s'avérer inexactes et qui sont en tout état de cause soumises à des facteurs de risques et d'incertitudes. Il n'y a aucune certitude que les événements prévus auront lieu ou que les résultats attendus seront effectivement obtenus. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner des différences entre les résultats envisagés et ceux effectivement obtenus comprennent notamment la réussite des initiatives stratégiques, financières et opérationnelles d'EDF fondées sur le modèle d'opérateur intégré, l'évolution de l'environnement concurrentiel et du cadre réglementaire des marchés de l'énergie, et les risques et incertitudes concernant l'activité du Groupe, sa dimension internationale, l'environnement climatique, les fluctuations des prix des matières premières et des taux de change, les évolutions technologiques, l'évolution de l'activité économique. Des informations détaillées sur ces risques potentiels et incertitudes sont disponibles dans le Document de Référence d'EDF déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 14 avril 2015, consultable en ligne sur le site internet de l'AMF à l'adresse www.amf-france.org ou celui d'EDF à l'adresse www.edf.com. EDF ne s'engage pas et n'a pas l'obligation de mettre à jour les informations de nature prévisionnelle contenues dans ce document pour refléter les faits et circonstances postérieurs à la date de ce communiqué.

N'imprimez ce message que si vous en avez l'utilité.

EDF SA
22-30, avenue de Wagram
75382 Paris cedex 08
Capital de 960 069 513,50 euros
552 081 317 R.C.S. Paris

www.edf.fr

CONTACTS

Presse : +33(1) 40 42 44 19

Analystes et investisseurs : +33(1) 40 42 40 38